

# MÉMOIRE

## le développement durable de l'industrie porcine au Québec

### Résumé

Mémoire-Réflexion bâti à partir d'extraits de livres, d'articles de journaux et de périodiques parus récemment et qui touchent les sujets suivants :

le développement durable

la mondialisation

la nouvelle société civile planétaire.

Mémoire-Opinion qui regroupe par thèmes des pensées, des principes et des énoncés applicables au sujet qui nous occupe.

Mémoire- Suggestions pour une agriculture durable et socialement acceptable .

Hélène Gravel, citoyenne en milieu rural.

Avril 2003

**« La vie que nos ancêtres menaient ici il y a plusieurs millions d'années devrait nous servir de leçon : alors que leurs empreintes sur la nature étaient petites, les nôtres sont devenues dangereusement grandes. Le Sommet mondial sur le développement durable doit orienter l'humanité sur une nouvelle voie, une voie qui garantisse la sécurité et la survie de la planète pour les générations futures. »**

Phrase gravée sur la plaque apposée le 1<sup>er</sup> septembre 2002 par M. Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, dans la grotte de Sterkfontein, site préhistorique réputé pour être le berceau de l'humanité et situé près de Johannesburg , en Afrique du Sud.

## **Introduction**

Au moment où j'écris ces mots, des bombes pleuvent sur l'Irak et je ne peux m'empêcher de faire un rapprochement entre cette guerre et la crise qui m'amène à m'exprimer ici. En effet, à mon avis, peu importe à quel niveau se situe un conflit, mondial, provincial ou familial, les mêmes règles, les mêmes enjeux, les mêmes misères, les mêmes conclusions s'appliquent. Cette entrée en matière justifie ce qui suivra et explique le choix du style adopté pour la rédaction de ce mémoire, soit un collage d'extraits de lectures qui disent encore mieux que mes mots le fond de ma pensée, mes craintes, mes inquiétudes, mes croyances, mes opinions et mes options.

## **Le développement durable**

L'expression « développement durable » (*sustainable development*) est née au cours des années 70. Lorsque M. Mc Namara était président de la Banque mondiale, la théorie de la Banque était la suivante : croissance = progrès = développement = bonheur pour tous. Or en 1972, les savants du Club de Rome ont contesté cette théorie en affirmant que la croissance illimitée détruit la planète. Les penseurs de la Banque ont alors réagi aux contestations en devenant partisans du « développement durable ».

Trois décennies plus tard, on se rend compte que ce concept n'a fait qu'agrandir le fossé entre les milliards de pauvres et les quelques milliers de bien nantis de la planète.

Trois décennies plus tard, on se rend également compte que des forêts sont disparues, que la superficie en terres agricoles cultivées ne cesse de diminuer, qu'une pénurie d'eau ravage des contrées entières et que la pollution des cours d'eau est alarmante.

Quelles sont les causes de cette glissade vers l'inégalité et la destruction ? Selon Sadruddin Aga Khan , ceci est arrivé parce que « le développement durable a été perverti de cinq manières : en premier lieu par

le monde des affaires qui l'a rendu synonyme de croissance durable ... qui reflète le conflit entre une vision commerciale et une vision environnementale, sociale et culturelle du monde. ...

En deuxième lieu, l'idée de développement durable a été pervertie par celle d'utilisation durable, une abomination orchestrée par un courant promoteur d'un prétendu usage rationnel, alors qu'il s'agit de masquer des pratiques totalement contraires. ...

En troisième lieu, les entreprises des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) verseraient tous les ans quelque 80 milliards de dollars de pots-de-vin pour obtenir des avantages ou des contrats. ...

En quatrième lieu, l'idée de développement durable favorise la mainmise des grandes firmes internationales. ...

Enfin, la philosophie du développement durable a aussi abrité une idée exécrationnelle : celle de consommation durable. ... » (1)

À mon avis, les mêmes constatations s'appliquent au développement de l'industrie porcine. Par désir de concision, je m'attarderai ici à traiter d'un des effets les plus désastreux de la croissance durable soit l'oubli total et volontaire du renouvellement des ressources. En effet, on utilise, on sur-utilise même les ressources dans le seul but d'atteindre un objectif ultime : le profit. Comme la régénération et la protection de l'environnement augmenteraient les coûts de production, donc diminueraient les bénéfices, on ne les entre pas dans les calculs de rendement. Ainsi, dans le cadre du développement durable de l'industrie porcine, on n'assure pas la régénération du sol, de l'eau et des forêts.

**Le sol.** Pour engraisser des milliers de porcs, on doit produire une grande quantité de grain, maïs et soya surtout. On rétorquera ici que c'est faux et que si l'on produit beaucoup de maïs, c'est en raison de sa valeur marchande à la bourse de Chicago. C'est payant alors on en cultive. Très bien mais à qui le vend-on et qui le mange? La réponse n'est pas Chicago car dans ma région, des agriculteurs m'ont dit le vendre à des intégrateurs! On engraisse ensuite la terre avec les déjections de ces mêmes porcs. La plante nourrit l'animal qui nourrit la plante. Ce principe est dangereux pour deux raisons : premièrement parce que le phosphore ne nourrit pas le sol mais la plante (pas n'importe quelle plante : presque exclusivement le maïs),

deuxièmement parce que lorsqu' il est appliqué sur une grande échelle, on se retrouve au bout de la chaîne avec les problématiques qu'engendre la monoculture dont une des principales conséquences est l'érosion du sol.

**L'eau.** Comme la majorité des citoyens croit encore cette ressource inépuisable, on en assure encore moins la régénération. Cependant le gouvernement québécois a senti le besoin et a cru bon d'élaborer une politique de l'eau. Quels en seront les impacts sur l'industrie porcine ? Nous le verrons probablement à la suite des présentes auditions et des recommandations qui en ressortiront. L'industrie porcine est au nombre des industries qui font un gaspillage éhonté de l'eau. En effet, pour abreuver les porcs et nettoyer leurs déjections, il faut quotidiennement des quantités phénoménales d'eau. Comme cette ressource ne coûte rien et comme elle appartient à tous on l'utilise sans discernement car la gestion liquide réduit sensiblement les coûts de production. On est en affaires ici ! Et en affaires, on ne se soucie pas des nappes phréatiques et de leur capacité à fournir autant d'eau pour longtemps encore. On se soucie encore moins des autres puits alimentés aux mêmes nappes. Et si par malheur il est question d'en restreindre l'utilisation, l'Union des producteurs agricoles voit cela comme une entrave à son droit de produire.

**La forêt .** La demande de plus en plus grande de nourriture pour un cheptel de plus en plus important exige des espaces de culture et d'épandage plus grands. Alors on coupe des hectares et des hectares de forêt sans égard aux écosystèmes et à l'équilibre du milieu. La forêt est essentielle : elle permet à l'environnement de respirer proprement, elle arrête les vents et brise leur effet dévastateur sur les cultures, elle abrite aussi nombre de prédateurs essentiels pour ne nommer que quelque-uns de ses bienfaits. En 1998, la Montérégie a été très affectée par la tempête de verglas et, malheureusement, certains utilisent ce prétexte pour justifier les très nombreuses coupes effectuées en milieu agricole. Prétexte, car beaucoup d'arbres ont survécu et la forêt se reconstruit après un bon nettoyage. Des programmes spéciaux ont d'ailleurs été mis sur pied par le gouvernement québécois afin d'aider financièrement les propriétaires de forêts touchées par la tempête. Prétexte car la planète en a vu bien d'autres. Les humains causent plus de dommages par leurs actions irréfléchies que les tempêtes.

## La mondialisation

Lors du sommet de Porto Alegre, Madame Louise Beaudoin, après une rencontre avec M. Juan Somavia, président du Conseil de l'Institut de recherches des Nations unies pour le développement social, a dit souhaiter que le Québec suive l'exemple de l'Organisation internationale du travail (OIT) et entreprenne « une consultation nationale pour étudier les dimensions sociales de la mondialisation, s'assurant ainsi que personne ne manque le bateau ... » (2) « Il y près d'un an, l'OIT a en effet mis sur pied une commission mondiale de la dimension sociale de la mondialisation ... La commission a donc entrepris des études et des consultations nationales, notamment au Brésil et en Europe, pour se pencher sur cette dimension sociale... » (2) M. Somavia aurait ajouté que « les valeurs qui sont en train de s'installer ont oublié les gens, les êtres humains, la famille, la communauté et le social. On a tout fait pour promouvoir le global et on a oublié le local, pourtant essentiel. Cette mondialisation ne se rend pas compte de ça. Pour eux le local est un accident dans le processus économique, alors que pour nous c'est la vie. Il faut en conséquence faire des changements de cap. » (2) Pour sa part, la ministre Louise Beaudoin a confié à la presse que « les objectifs de l'OIT rejoignent les préoccupations de l'Observatoire québécois de la mondialisation qui souhaite étudier les effets positifs et négatifs, pervers ou non de la mondialisation pour le Québec. » (2)

Gilles Courtemanche, dans *Nouvelles douces colères*, s'exprime encore plus vertement . « Il n'y a qu'un seul Dieu et c'est le marché. Ce que veut le marché est naturel, normal, inévitable. Que le marché, la concurrence, la course aux rendements, fracassent nos vies, des communautés, qu'ils gouvernent des gouvernements et jouent avec les monnaies nationales ... qu'ils se rient de la volonté démocratique, tout cela n'a aucune importance. » (3)

« Tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et normatif de mondialisation est l'effet non d'une fatalité économique, mais d'une politique consciente et délibérée, celle qui a conduit les gouvernements libéraux ou même sociaux-démocrates d'un ensemble de

pays économiquement avancés à se déposséder du pouvoir de contrôler les forces économiques ... » (4)

C'est ainsi qu'au Québec, non contents de la loi 23 sur le droit de produire, les producteurs, par l'entremise de leur tout-puissant syndicat, ont obtenu la loi 184 de juin 2001 qui réduit, à toute fin utile, le pouvoir des municipalités. En promulguant la loi 184, le gouvernement a abandonné ses responsabilités envers les citoyens et s'est carrément dépossédé de son pouvoir pour le laisser au lucratif marché du porc. C'est là un exercice « démocratique » calqué sur la démocratie qu'un certain empire voisin veut exporter. C'est là le nouvel ordre du monde. Les empires financiers sont devenus les nouveaux maîtres du monde.

## **La nouvelle société civile**

Mais à ce nouvel ordre et à ces nouveaux maîtres s'oppose une nouvelle société civile composée de nombreux fronts de résistance. On ne peut pas l'ignorer; elle est structurée, organisée, médiatisée et de plus elle compte dans ses rangs des citoyens de toutes les classes de la société. Parmi les fronts de résistance, on retrouve des mouvements populaires, des ONG, des syndicats, des organisations ouvrières, des mouvements paysans dont « Via Campesina » (« cette organisation faîtière qui regroupe à travers le monde plus de 100 millions de petits paysans... ») (5), des mouvements pour le droit des femmes, des sociétés traditionnelles comme les autochtones et enfin des mouvements, associations et partis écologiques.

Ces mouvements, ces groupes et les individus qui en font partie sont les éveilleurs de conscience de notre société et leur rôle est primordial. Cependant, ils veulent non seulement qu'un jour l'histoire leur donne raison, mais surtout agir maintenant et influencer le présent. C'est pourquoi ils s'organisent et se manifestent de mille et une manières. A-t-on déjà vu autant de groupes manifester dans les rues qu'au cours des dernières années?

C'est cette nouvelle société civile qui s'est opposée à l'installation de porcheries industrielles dans maintes campagnes québécoises. Les

groupes, épars au début, unissent maintenant leurs voix afin de se faire entendre de tous. Ils s'interrogent, s'informent et s'expriment dans un langage articulé. Nous sommes loin ici de la horde de révoltés menée par des contestataires. Nous sommes plutôt en présence d'un regroupement de citoyens concernés par leur milieu de vie, conscients des enjeux, avertis, informés et soucieux de l'être et surtout prêts à s'impliquer pour remettre au goût du jour des valeurs axées sur l'humain plutôt que sur le profit.

## **Suggestions et recommandations**

### **Sur le plan politique**

- 1) **Abrogation de la loi 184 (juin 2001).** Cette loi est à mon avis la pire aberration qui soit arrivée en milieu rural. Elle contredit le concept de démocratie car elle impose à tous la vision de croissance durable en enlevant aux conseils municipaux un juste droit de regard sur l'établissement de nouvelles productions sur son territoire. Elle donne, principalement aux productions à forte charge d'odeur, un pouvoir qui n'est limité que par les règles du ministère de l'Environnement dont plusieurs sont facilement évitables puisqu'elles ne concernent que les productions de 600 unités animales et plus ( nombre que les producteurs évitent soigneusement). Cette loi illustre à la perfection le phénomène de la mainmise du pouvoir économique sur le pouvoir politique dont nous parlions en page 2.
- 2) **Assouplissement des règles à l'intérieur des structures établies.** Sous le couvert de la sociale démocratie, l'état a créé des paliers décisionnel (MRC) et consultatif (CCA) qui, malgré tous les beaux principes qui les sous-tendent, créent un défi de taille et ralentissent grandement les prises de décisions. En effet, des municipalités aux configurations et aux besoins différents se trouvent regroupées et doivent s'entendre sur des politiques communes tout en reconnaissant des particularités. Il n'est pas aisé de comprendre et surtout de savoir ce qui se passe chez le voisin quand on a ses priorités à rencontrer.



Il n'est pas non plus facile d'en arriver à un consensus quand des intérêts complètement différents motivent les choix des membres. Ainsi, malgré que cela soit permis, il est très difficile de faire accepter par tous les maires d'une MRC un schéma d'aménagement particulier, propre à une seule municipalité. Les municipalités ont perdu tellement de pouvoirs que presque tout doit être entériné par un palier décisionnel supérieur. À l'intérieur du cadre d'assouplissement demandé ici on devrait retrouver des mécanismes permettant une gestion personnalisée.

### **3) Réunification des ministère de l'Environnement et de la Faune.**

Partant du principe qu'un véritable développement durable passe par l'environnement, une bonne gestion de l'environnement ne peut se faire sans tenir compte des êtres vivants qui en font partie.

## **Sur le plan agricole**

- 1) Promotion d'une agriculture écologique, de techniques alternatives et de cultures diversifiées.** Cette promotion commencerait dans les écoles d'agriculture afin de former une relève informée de toutes les pratiques agricoles existantes tant ici que dans les autres pays. Une partie du budget du ministère de l'Agriculture serait consacrée à ce programme.
- 2) Encouragement à la protection et au renouvellement des ressources.** Afin de poursuivre la promotion suggérée au point précédent, on pourrait verser des primes, sous forme de réduction d'impôt ou de crédit d'impôt, aux agriculteurs qui utilisent les techniques alternatives et les cultures variées.
- 3) Réévaluation des critères d'aide financière aux agriculteurs.** Adopter de véritables pratiques sociales en se basant sur le besoin et non sur la quantité, c'est-à-dire aider les petits plutôt que les gros. Le mode de fonctionnement de l'assurance stabilisation doit être revu et corrigé afin de correspondre à l'idéologie qui a servi à son instauration.

**4) Support financier et technique aux jeunes agriculteurs, à l'agriculture de famille et à l'agriculture biologique .**

Ce support, financé à même les redevances que les industries porcines versent à l'état, serait établi selon les mêmes critères que ceux qui sont suggérés à l'item précédent.

**5) Non-reconnaissance de la formule « franchise » en agriculture.**

La franchise n'enrichit que les intégrateurs et quelques franchisés. Toute entreprise qui fonctionne selon ce mode devrait dépendre du ministère de l'Industrie et du Commerce.

**6) Concentration des élevages intensifs.**

Puisque les élevages porcins fonctionnent selon un mode industriel, qu'on commence par les reconnaître comme **industries** dans les documents officiels. Ensuite qu'on les traite comme telles. Ainsi, elles pourraient être rassemblées dans des parcs industriels, évidemment dans des régions consentantes, sur des sites situés très loin des agglomérations. Cette façon de faire correspondrait bien aux besoins de gestion que ces entreprises satisfont actuellement en installant plusieurs porcheries dans une même municipalité ou dans des municipalités voisines. Avec l'obligation de traiter les lisiers ou encore de composter (lorsque la technologie sera au point), il serait facile de les regrouper. Ainsi ces entreprises pourraient continuer d'approvisionner les abattoirs et les usines de transformation qui sont les véritables créateurs d'emplois. Du même coup, on éviterait le morcellement des terres et on faciliterait la cohabitation harmonieuse.

**7) Instauration d'une règle établissant l'obligation d'être propriétaire des surfaces d'épandage.**

Cette suggestion ne vaut que si la précédente n'est pas retenue.

**8) Interdiction des cultures transgéniques commerciales au Québec.**

Malgré le ton rassurant des intervenants entendus à Saint-Jean- sur-Richelieu, je ne suis absolument pas convaincue des bienfaits du maïs transgénique. On a alors insisté sur le fait que ces cultures réduisent l'utilisation des pesticides tout en donnant de meilleures récoltes. Ceci est vrai, toutefois on ne connaît pas les implications futures.

D'ailleurs, le jeudi 6 février 2003, on annonçait à la première chaîne de Radio-Canada que Génôme Canada allait entreprendre des recherches sur les clônes et les OGM. Ainsi, puisque les recherches dans ces domaines n'en sont qu'à leurs balbutiements, un gouvernement responsable se doit d'être prudent car « la réponse aux crises environnementales...n'attendra pas indéfiniment que nous disposions de données scientifiques " concluantes ". Il est peut-être temps de décréter un moratoire sur toutes les innovations scientifiques et technologiques comportant un potentiel d'effets négatifs sur la planète et la société. » (1)

## Conclusion

L'industrie porcine n'est évidemment pas la seule industrie polluante, cependant elle pourrait devenir un modèle dans une société qui souhaite des changements. Plus encore, le présent exercice pourrait mener à l'initiation d'un mouvement vers une société nouvelle. C'est tout un mode de vie qui est à remettre en question; c'est peut-être difficile mais possible.

À l'heure des choix, ce sera à votre tour, Madame et Messieurs les commissaires de boucler la boucle en faisant vos recommandations.

À l'heure des choix, je souhaite que le gouvernement du Québec choisisse de se dire et de devenir une « société distincte » des sociétés qui composent l'empire économique mondial.

À l'heure des choix, j'ai fait le mien : **offrir aux générations qui me succèdent, un monde selon des valeurs humaines.**

## Citations

- (1) *Le Monde diplomatique*, No 585- 49<sup>e</sup> année, décembre 2002.  
« Planète en danger. Le développement durable, une notion pervertie », par Sadrudin Aga Khan, pp.16-17.
- (2) *La Presse*, vendredi 24 janvier 2003.
- (3) Courtemanche Gil, *Nouvelles douces colères*, Boréal 1999, p.88.
- (4) Bourdieu Pierre, *Contre-feux*, vol 2, Paris, éd. raisons d’agir, 2001.
- (5) Ziegler Jean, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Fayard 2002, p.301.

## Références et sources

1. *Relations*, numéro 677, juin 2002.
2. *Relations*, numéro 683, mars 2003.
3. Rapport de la Commission sur la gestion de l’eau au Québec, BAPE 2000.
4. Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec, actuellement en cours.

